



En 2005, naissait en Creuse le Collectif de défense et de développement des services Publics suite à la démission de 263 maires creusois le 23 octobre 2004 protestant contre la fermeture sans concertation de 5 trésoreries. La manifestation nationale du 5 mars 2005 avait pour mot d'ordre « **Pour des services publics de qualité partout et pour tous** ».

10 ans plus tard le constat est morose : combien d'emplois supprimés depuis cette date ? Pourquoi encore compter sur l'État ?

Malheureusement, 2015 comme les autres années ne déroge pas à la règle : 1934 emplois en moins pour la DGFIP. Dans notre département, 7 emplois sont supprimés. En Creuse, depuis 2002, les services de la DDFIP ont perdu plus d'un tiers de leurs effectifs. Au delà de cette annonce, l'inquiétude grandit dans les services, surtout avec les réformes territoriales et la fermeture programmée de certaines trésoreries.

Privatiser ne fera ni disparaître les besoins, ni même baisser la facture : l'évaluation de biens domaniaux par la banque BNP Paribas coûtera-t-elle moins cher au contribuable ?

Depuis plusieurs années, nous dénonçons les suppressions d'emplois et les restrictions budgétaires qui mettent en péril l'exercice et la qualité des missions, augmentent les délais d'attente des usagers et dégradent les conditions de travail des personnels. La fraude fiscale représente chaque année 60 à 80 milliards d'euros de manque à gagner pour l'Etat et il y a de moins en moins d'agents pour s'y consacrer.

Vous vous dites défenseur du service public, mais lequel monsieur le Président ? Nous ne voulons pas d'un service public au rabais, nous voulons un service public qui soit accessible à tous et pour tous et pas seulement réservé aux internautes. Aujourd'hui, force est de constater que l'administration a délibérément mis en place les conditions d'une restriction de l'offre à l'utilisateur, espérant ainsi le « désintoxiquer » de l'accueil physique. Doit-on vous rappeler que nous sommes dans un département rural !!!

Alors même que la fusion, à laquelle les agents étaient majoritairement opposés, a été mise en place officiellement dans le but d'une amélioration du service à l'utilisateur et .. *dans l'espoir d'une réduction des effectifs*, la conséquence réelle aujourd'hui est la réduction des horaires d'ouverture au public, donc une dégradation du service public.

Vous le savez, la première cause de la détérioration des conditions de travail, ce sont les suppressions d'emplois ; à cela s'ajoutent des perspectives de carrières réduites, le gel du point d'indice, des réformes incessantes qui bouleversent leurs repères... **Les agents n'en peuvent plus et disent « stop »**. En continuant dans ce sens, avec le démantèlement du réseau des trésoreries, comment assurer nos missions de service public dans tout le département avec un soutien technique qui se dégrade ? Allons nous devenir une annexe de la DRFIP du Limousin ou pire, de la nouvelle grande région APOIL : Aquitaine **POI**itou-Charentes et Limousin ?

Pour ces raisons et suite à l'expression des agents, les organisations syndicales ne participeront pas à ce CTL. Elles refusent de partager la responsabilité des choix de notre DDFiP. Elles soutiendront toute action visant à dénoncer cette situation insupportable et injuste.

Guéret le 22 janvier 2015